

GESTION DES STATIONS ET ARRÊTS DE BUS À ORAN

Les «faux chefs de quai» imposent leur diktat

Il est devenu courant, à Oran, de voir devant chaque arrêt de bus des personnes avec des carnets entre les mains, d'autres portant des badges, exigeant des transporteurs de payer leur passage, et ce, en toute illégalité.

Ce qui aggrave la situation et encourage ce phénomène, c'est bien l'anarchie qui règne dans le milieu des transports en commun. Ceux qui refusent de payer ces raquetteurs sont tout simplement agressés. «Tout le monde s'est habitué à cette situation, les gens ne réagissent plus», déplore avec amertume un chauffeur de bus de la ligne 34. «Il arrive qu'on assiste à l'agression de l'un de nos collègues, mais sans pouvoir lui apporter aucune aide ; c'est désolant, mais vous ne pouvez rien faire. Ce sont souvent les receveurs qui sont victimes des agissements de ces délinquants, d'ailleurs, souvent il s'agit d'ex-receveurs convertis en faux chefs de quai. Je ne suis qu'un simple employé, je ne vais tout de même pas m'amuser à faire le gendarme, cette tâche revient aux institutions chargées du maintien de l'ordre public et de la sécurité des biens et des personnes.

Si ces dernières ne font souvent pas convenablement leur devoir, cela ne veut pas dire que je dois abandonner mon travail de chauffeur et courir après ces délinquants», se

justifie notre interlocuteur. Le nombre de ces pseudo chefs de quai, qui se comptaient autrefois sur les doigts d'une seule main, a atteint des seuils alarmants. «Il existe au moins une vingtaine de points de péage sur chaque ligne», explique le président de la fédération des transporteurs d'Oran relevant de l'UGCAA (Union générale des commerçants et artisans algériens). Les dix ou vingt dinars que remettaient les transporteurs en commun auparavant à chaque passage par ces points à ces faux chefs de quai, devenus de plus en plus gourmands, ne leur suffisent plus. «Il arrive que certains parmi ces faux chefs de quai exigent jusqu'à 100 DA le droit de passage, ce qui revient, à peu près en moyenne, au transporteur à 1 600 DA par jour», déplore le président de la fédération des transporteurs.

Une «taxe de tranquillité» payée chèrement pour éviter la confrontation avec ces «mafias» qui n'hésitent souvent pas à user de la violence à l'encontre des transporteurs qui s'opposent à leur diktat. Ainsi, dans ce contexte, on nous cite à titre d'exemple qu'au moins quatre



Photo : DR

bus exerçant dans différentes lignes urbaines, pour refus de paiement, ont été saccagés, à savoir les lignes : 51,34 et 4G, ceci durant les premiers jours de ce mois de Ramadan.

Lorsqu'ils sont sujets à des plaintes, ces squatteurs d'arrêts de bus, de stations de taxis ou de gares routières recourent à l'exploitation des mineurs pour assurer leurs revenus. Dans ce sillage, M. Mouad, le président de la fédération en question, témoigne que cette technique est effectivement la plus courante.

Ces jeunes mineurs servent,

comme l'explique notre source, d'intermédiaire, des sortes de messagers, mais dans le cas d'un refus, c'est au «gros mafieux» qu'aura à faire le transporteur. «Tu ne peux même pas savoir de quel côté te viendra le coup», ajoute notre interlocuteur. La mise en place des chefs de quai désignés par les propriétaires particuliers des bus, selon le président de la fédération des transporteurs, ne date pas d'hier. Elle remonte aux années 1980, une fois que les APC ont cessé de gérer les stations, et ce, en raison du non-

payement des droits de stationnement par les exploitants privés des lignes de bus.

En guise de solution, le président de la fédération des transporteurs estime que le traçage des plans de circulation que les APC peuvent mettre en place, par le biais de leurs commissions de circulation en vue de l'exploitation des stations et arrêts de bus, devraient remettre de l'ordre dans l'activité des transports publics et mettre ainsi un terme à cette situation inacceptable.

B. A.

SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'APC DE SKIKDA

Cinq délibérations à l'ordre du jour

L'assemblée populaire communale de Skikda a tenu, lundi matin, une session extraordinaire sur tous les plans, puisque clôturée en moins d'une heure.

A l'ordre du jour, trois régularisations de marché sur le budget primitif 2008 (programme intitulé : assainissement et revêtement des routes de la ville de Skikda), au profit de l'entreprise de réalisation de Hadibi Messaoud.

Cette dernière s'est vu confier trois projets. Le premier concerne l'aménagement du tronçon, sur 550 m, allant de l'intersection de l'abattoir vers Stora. Le marché a été évalué à 9 357 770 DA. Le deuxième est relatif à l'aménagement du tronçon s'étendant sur 500 m, compris entre le rond-point du stade du 20-Août-55 et le nouveau projet du Crédit populaire algérien sis aux allées du 20-Août-1955.

Le montant adopté est de 13 587 210 DA. Le dernier projet n'est autre que la réhabilitation de la route Benguenna-Stora, sur une distance de 1 300 m. L'enveloppe financière allouée aux travaux est de l'ordre

de 23 465 157 30 DA. Au menu de la séance également, l'adoption d'un montant de l'ordre de 1,08 million de dinars, au titre de l'exercice 2009, destiné au paiement des indemnités des handicapés moteurs et mentaux à 100%.

Comme promis dans une précédente session, la somme de 14 millions de dinars a été adoptée au profit du comité des œuvres sociales de l'APC de Skikda, afin que ce dernier puisse concrétiser les objectifs tracés dans le cadre de la saison estivale et la saison scolaire 2009/2010.

Les élus ont abordé, dans de brèves allocutions, les rôles complémentaires de l'administration et de l'assemblée, les prérogatives des uns et des autres... Débat caractérisé par quelques «petites» escarmouches entre le P/APC et son vice-président chargé des affaires culturelles et sociales, entre le vice-président chargé du personnel et des finances, et entre deux délégués communaux. Et ce n'est pas le Ramadan qui en est la cause, comme certains tentent de nous le faire croire.

Zaid Zoheir

BLIDA

27 kg de kif saisis et un réseau démantelé

La brigade de recherches et d'investigation (BRI) de la Sûreté de wilaya de Blida a réussi un coup de filet en démantelant un réseau de trafiquants de drogue et, par là même, la saisie de 27 kg de kif traité.

En effet, la BRI a ouvert une enquête à la suite d'informations faisant état d'un projet de vente, en ce début de Ramadan, de quantités importantes de drogue à Blida par deux individus en provenance de l'ouest du pays. La filature de leur véhicule, une Clio

immatriculée à Oran, a permis l'arrestation des deux personnes dont l'un est originaire de Annaba et l'autre de Maghnia.

La fouille de leur voiture se soldera par la découverte d'une quantité de 4,710 kg de kif dissimulé dans la portière arrière.

Agés respectivement de 58 et 34 ans, les deux mis en cause avoueront travailler en complicité avec un réseau implanté à Bordj-Bou-Arréridj. Dans cette ville, les éléments de BRI de Blida arriveront à mettre la main sur deux autres individus l'un originaire de Annaba et l'autre d'Oran.

Dans leur voiture, une Peugeot 605, 4,9 kg de résine de cannabis étaient dissimulés.

L'approfondissement de l'enquête révélera que les tentacules de ce réseau s'étendent jusqu'à Arzew où il a été procédé à l'arrestation d'un individu âgé de 46 ans. La perquisition effectuée dans son domicile permettra la découverte de 17,175 kg de kif. Présentés dimanche dernier devant le tribunal de Blida, les cinq mis en cause ont été écroués.

M. B.

ANNABA

Un quinquagénaire fauché par une voiture

Un quinquagénaire est décédé lundi vers 7h du matin, fauché par un véhicule de marque Renault Clio, sur la descente du boulevard Mohamed-Seddik-Benyahia (ex-Valmascort), menant à la plage Rizzi-Amor (Annaba). La victime, 55 ans, gardien d'immeuble, est morte sur le coup, laissant une veuve et des orphelins. Le véhicule a percuté de plein fouet la victime avant de provoquer d'importants dégâts à une demi-douzaine d'autres véhicules en stationnement sur le bas-côté de la route. Selon des témoins oculaires, le véhicule responsable de ce drame a amorcé à grande vitesse la descente de ce boulevard ce qui aurait été à l'origine de ce sinistre, selon la même source. La victime a été évacuée par la Protection civile vers la morgue de l'hôpital Ibn-Rochd et une enquête a été ouverte par les services concernés pour déterminer les circonstances exactes de ce drame.

A. B.

OUM-EL-BOUAGHI

Deux morts et vingt blessés dans un accident de la circulation

Aïn-M'lila, commune située à 60 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya, a été, lundi, le théâtre d'un terrible accident de la circulation. En effet, suite à une collision survenue hier vers 9h sur la RN3 reliant Aïn-M'lila à la wilaya de Constantine, la collision a eu lieu entre un véhicule de transport collectif et un véhicule particulier de type Renault Express.

Cet accident, qui n'est pas le premier du genre sur cet axe, a fait 2 morts, le conducteur de l'Express et un garçon de 15 ans parmi les passagers. Dans cet accident, on enregistre une vingtaine de blessés transférés vers l'hôpital de Aïn-M'lila. La gendarmerie a ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes de cet accident qui a mis en émoi la population de la région en ce mois de carême.

Moussa Chtatha